

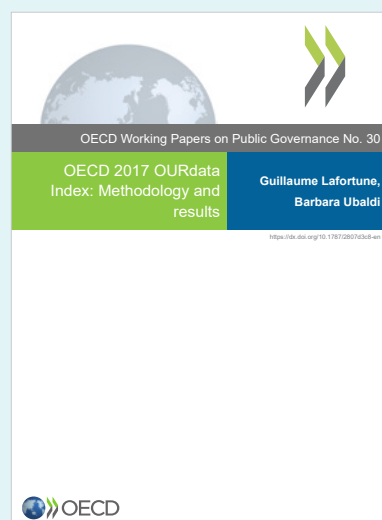
OECD Open, Useful and Re-usable data (OURdata) Index: 2019
<https://doi.org/10.1787/45f6de2d-en>



OECD 2017 OURdata Index: Methodology and results
<https://doi.org/10.1787/09ab162c-en>



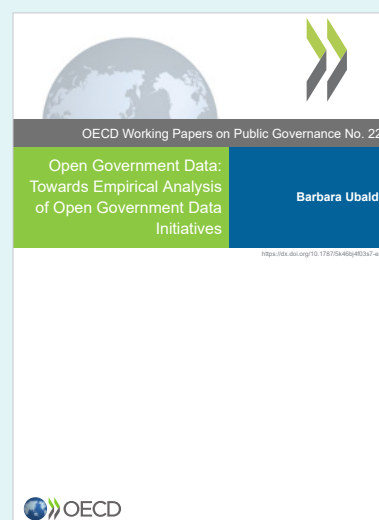
Axer le secteur public sur les données : marche à suivre
<https://doi.org/10.1787/0090312e-fr>



A data-driven public sector: Enabling the strategic use of data for a productive, inclusive and trustworthy governance
<https://doi.org/10.1787/2807d3c8-en>



Rapport sur les données ouvertes publiques
[URL : https://doi.org/10.1787/12ea5027-fr](https://doi.org/10.1787/12ea5027-fr)



Open Government Data: Towards Empirical Analysis of Open Government Data initiatives
<https://doi.org/10.1787/5k46bj4f03s7-en>

Pour plus d'informations, visitez:
oecd.org/gov/digital-government/

Références

Lafortune, G. and B. Ubaldi (2018), "OECD 2017 OURdata Index: Methodology and results", OECD Working Papers on Public Governance, No. 30, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2807d3c8-en>.
 Ubaldi, B. (2013), "Open Government Data: Towards Empirical Analysis of Open Government Data Initiatives", OECD Working Papers on Public Governance, No. 22, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5k46bj4f03s7-en>.
 OECD (2015), Government at a Glance 2015, OECD Publishing, Paris, https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en.
 Open, Useful and Re-usable data (OURdata) Index: 2019 (Rivera Perez J.A., Emilsson C., and Ubaldi B., 2020)
<https://doi.org/10.1787/45f6de2d-en>
 OECD Digital Government Policy Framework (OECD, forthcoming)



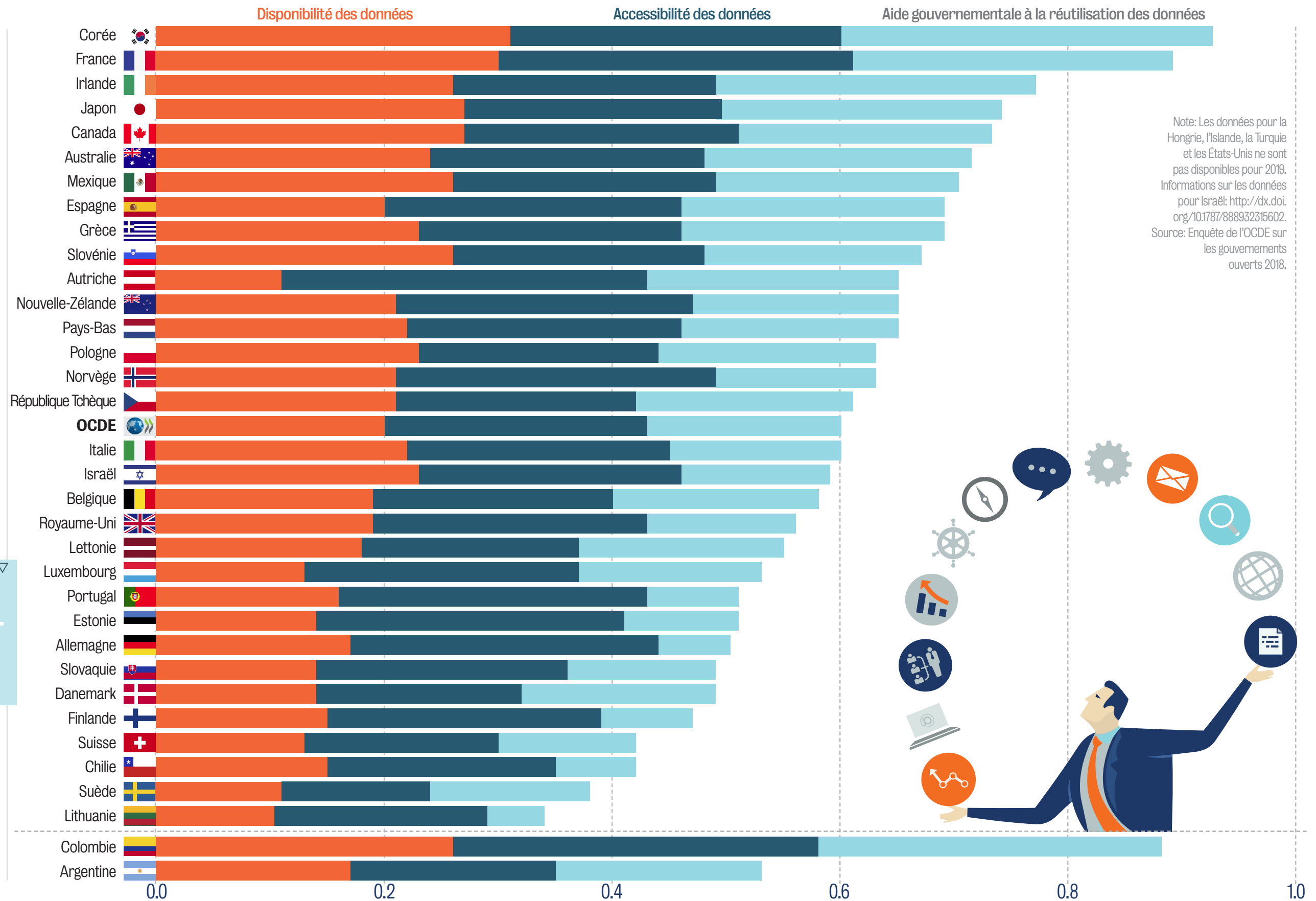
L'Indice des données Ouvertes, Utiles et Réutilisables (OURdata) de l'OCDE: 2019

Messages clés



L'indice des données Ouvertes, Utiles et Réutilisables (OURdata) 2019

Ce document présente les principaux messages politiques de l'édition 2019 de l'indice des données ouvertes, utiles et réutilisables de l'OCDE (OURdata) (Rivera J.A, Emilsson C, and Ubaldi B, 2020). Ces résultats s'appuient sur la collecte et l'analyse de données qui ont eu lieu dans les pays membres et partenaires de l'OCDE en 2018 et au premier semestre de 2019. L'édition 2017 et une version pilote lancées en 2015 précédaient cette troisième version de l'indice.



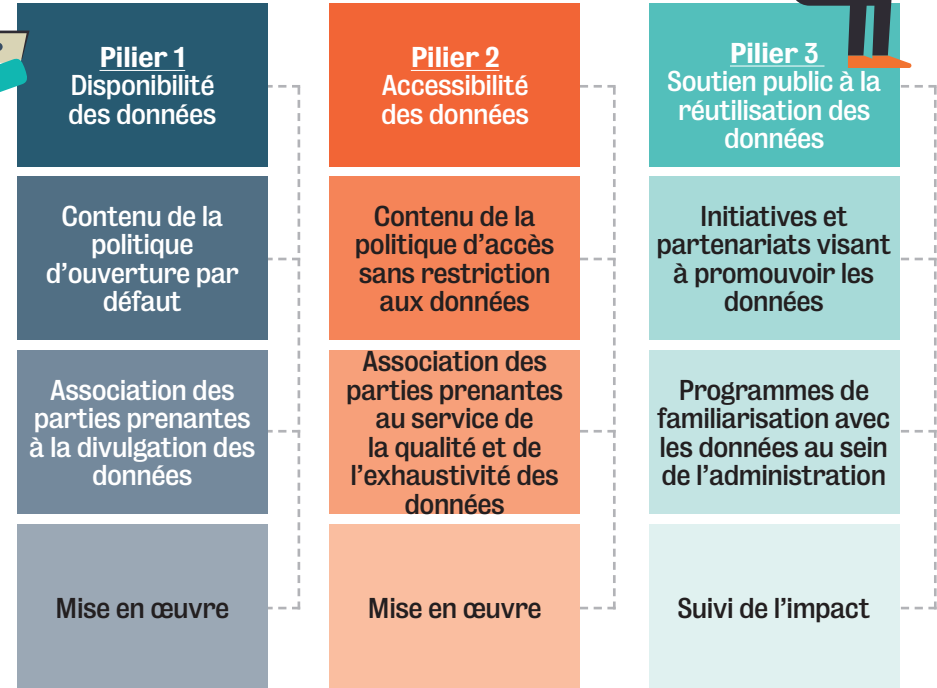
Introduction de l'Indice

L'indice OURdata compare la conception et la mise en œuvre des politiques de données ouvertes au niveau central / fédéral. Par conséquent, il souligne la pertinence politique soutenue dans ce domaine de travail pour les pays membres et partenaires de l'OCDE.

L'indice OURdata est une pierre angulaire des travaux de l'OCDE sur le gouvernement numérique et le secteur public axé sur les données. Fondé sur la recommandation de l'OCDE sur les stratégies de gouvernement numérique, l'indice OURdata répond au besoin d'un instrument de mesure de l'OCDE sur les données ouvertes qui surveille en permanence la définition et la mise en œuvre des politiques de données ouvertes. Elle suit également les efforts complémentaires des gouvernements destinés à promouvoir l'échange entre pairs, l'engagement politique, et garantir des résultats durables aux citoyens.

L'indice OURdata est structuré en trois piliers et neuf sous-piliers qui évaluent les éléments clés de politiques de données ouvertes et les efforts des gouvernements associés:

Données publiques réutilisables ouvertes (indice OURdata): Piliers et sous-piliers



Source: (Lafortune, G. and Ubaldi, B. 2018[18])

Pilier 1 «Disponibilité des données» évalue l'étendue selon laquelle les gouvernements ont adopté et mis en œuvre des exigences formelles pour promouvoir des données publiques ouvertes au niveau central / fédéral.

Pilier 2 «Accessibilité des données» évalue l'étendue selon laquelle les données gouvernementales sont fournies dans des formats ouverts et réutilisables avec leurs métadonnées associées.

Pilier 3 «Aide gouvernementale à la réutilisation des données» évalue l'étendue selon laquelle les gouvernements jouent un rôle proactif dans la promotion de la réutilisation des données gouvernementales à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement.

L'indice OURdata contribue aux travaux de mesure plus larges de l'OCDE sur le gouvernement numérique. Cela comprend l'élaboration de six indicateurs intégrés dans le Indice de Gouvernement Numérique (Digital Government Index). Ces derniers évaluent, parmi d'autres éléments, les efforts des gouvernements afin d'améliorer

les pratiques de partage des données au sein et en dehors du secteur public, la gouvernance des données et l'éthique des données. Ces indicateurs reflètent notamment les six dimensions d'un gouvernement numérique telles que définies par le Cadre politique de l'OCDE pour un gouvernement numérique (OCDE, à venir).

Les 6 Dimensions de Gouvernement Numérique de l'OCDE



Source: (OCDE, à venir) publie un document sur le cadre du gouvernement numérique

L'indice OURdata s'appuie sur le cadre analytique de l'OCDE pour les politiques de données publiques ouvertes. Une version antérieure du cadre analytique a été publiée en 2013 dans le cadre du document de travail de l'OCDE Open Government Data: Towards Empirical Analysis of Open Government Data Initiatives (Ubaldi, B. 2013), qui a servi de base à la version pilote 2014 de l'Index, publiée en 2015 (OECD, 2015).

Cette édition 2019 et l'édition 2017 de l'indice sont basées sur la version mise à jour du cadre analytique, qui a évalué la mise en œuvre des principes de la Charte internationale des données ouvertes (International Open Data Charter), tels que présentés dans le document de travail de l'OCDE 2017 OURdata Index: Methodology and results (Lafortune, G. and Ubaldi, B. 2018).

Messages clés

Les résultats de l'indice des données ouvertes, utiles et réutilisables (OURdata) de l'OCDE 2019, ainsi que l'augmentation moyenne de l'OCDE pour 2019 par rapport à 2017, révèlent des améliorations globales dans les pays de l'OCDE. Cependant, des défis subsistent en termes de durabilité et de maturité des politiques illustrés par les pays dont le classement a baissé. Cela peut s'expliquer par l'inertie politique, l'évolution des dispositions de gouvernance institutionnelle ou des priorités politiques concurrentes affectant la mise en œuvre durable des initiatives de données ouvertes.

→ Les gouvernements des pays de l'OCDE devraient reconnaître que l'extraction de valeur de l'application de données publiques ouvertes implique d'accorder à ce domaine politique un soutien politique suffisant et un environnement propice pour soutenir les efforts de mise en œuvre à long terme.

Un nombre croissant de pays de l'OCDE ont intensifié l'adoption d'approches «ouvertes par défaut» en incluant des exigences formelles dans les stratégies, lois, réglementations et autres instruments en matière de données ouvertes. Cela a contribué à renforcer les cadres de gouvernance et à l'augmentation de la moyenne de l'OCDE pour la disponibilité des données entre 2017 et 2019.

→ Les gouvernements des pays de l'OCDE devraient s'appuyer sur ces fondations pour progresser vers une approche commune dans la publication et l'utilisation de données publiques ouvertes dans des domaines tels que le développement durable, l'intégrité du secteur public et le genre.

Les gouvernements offrent de plus en plus leurs portails de données publics ouverts comme outils de communication et de rétroaction. Cependant, beaucoup sont encore principalement considérés comme des sites Web, des «catalogues de données» ou des plates-formes descendantes alimentées par les fournisseurs de données, plutôt que d'être considérés comme des plates-formes favorisant des pratiques innovantes, collaboratives et de partage des connaissances centrées sur un accès et un partage faciles des données.

→ Les gouvernements de l'OCDE devraient concevoir les portails de données publiques ouvertes comme des espaces ouverts, démocratiques et diversifiés pour engager la communauté numérique afin d'adopter pleinement les approches «ouvertes par défaut» et «le gouvernement en tant que plate-forme».

Des exigences formelles en matière de gouvernement ouvert sont essentielles mais insuffisantes afin d'assurer la publication et l'accès à des ensembles de données réutilisables de bonne qualité et répondant à un objectif ou une demande spécifique.

→ Les gouvernements des pays de l'OCDE devraient veiller à ce que la

publication des données de facto se fasse de manière proactive, opportune et compréhensible à la fois pour les humains et les machines (par exemple en utilisant des métadonnées, des normes communes); et devrait aborder les problèmes de qualité et de biais dans la collecte et la production de données.

La mise en œuvre de cadres de gouvernance des données fiables joue un rôle clé pour garantir les avancées et la durabilité des politiques de données ouvertes, tout en protégeant les droits des citoyens et en favorisant leur contrôle sur leurs propres données.

→ Les gouvernements de l'OCDE devraient veiller à ce que les politiques et les initiatives en matière de données ouvertes s'inscrivent dans des efforts plus larges visant à établir des cadres de gouvernance des données pour le secteur public. Cela favoriserait

l'alignement des politiques ouvertes sur les règles de protection des données existantes et faciliterait le contrôle de la conformité. De plus, avec les préoccupations mondiales croissantes concernant la protection des données personnelles, l'engagement des parties prenantes offrirait la possibilité d'accroître l'appropriation des politiques et la confiance.

Les pays de l'OCDE sont de plus en plus conscients que la disponibilité de données ouvertes de qualité est plus pertinente que la quantité. Cela a conduit à une accélération des initiatives guidant la normalisation et la production de données de bonne qualité issues des étapes antérieures du cycle de valeur des données (génération de données).

→ Les gouvernements des pays de l'OCDE devraient soutenir les pratiques visant à garantir la publication de taxonomies de données de grande valeur

et leur intégration dans les chaînes de valeur des données dans différents secteurs en vue d'une plus grande innovation sociale, du secteur public et des entreprises.

La culture politique et la structure administrative d'un pays, y compris les mécanismes de gouvernance à plusieurs niveaux, semblent parfois risquer de ralentir la diffusion des données. Pourtant, des données provenant de pays de l'OCDE de premier plan montrent que même les autorités des systèmes fédéraux ont trouvé des moyens de surmonter ces défis avec succès.

→ Les gouvernements de l'OCDE devraient se concentrer sur l'établissement de modèles de fédération de données qui facilitent la découverte des données, tout en maintenant les bons niveaux d'autonomie des données au niveau local et d'assurance de la qualité au niveau central.

Dans les pays de l'OCDE, les données ouvertes sont de plus en plus liées au développement de cadres de gouvernance des données à l'échelle du gouvernement (par exemple, des stratégies nationales de données) et des capacités de gestion des données, visant à créer un environnement global au sein du secteur public qui permette et encourage la réutilisation des données.

→ Les gouvernements de l'OCDE ne devraient pas ignorer les dispositions sous-jacentes spécifiques nécessaires pour permettre la création de valeur à partir de données publiques ouvertes afin de maintenir et de multiplier ses avantages et son impact.

Un certain nombre de pays de l'OCDE précédemment considérés comme plus matures en termes des politiques de données ouvertes font aujourd'hui beaucoup moins pour atteindre les communautés de données externes afin d'encourager leur réutilisation en dehors du secteur public.

→ Les gouvernements des pays de l'OCDE devraient poursuivre leurs efforts visant à promouvoir la réutilisation des données publiques ouvertes en dehors du secteur public, et leur intégration en temps réel dans la chaîne de valeur des données des acteurs clés, (par exemple via les l'interface de programme d'application) comme essentielles pour soutenir la continuité à long terme des politiques de données ouvertes.

Les pays de l'OCDE prennent de nouvelles mesures pour surveiller l'impact économique et social des données ouvertes. Cela implique d'identifier, de collecter et d'afficher des exemples de réutilisation sur des portails de données ouverts centraux / fédéraux.

→ Les gouvernements des pays de l'OCDE devraient de plus en plus cibler les efforts de mesure afin de mieux comprendre les effets de la réutilisation des données dans le secteur public, d'autant plus qu'ils sont confrontés à la nécessité de surveiller l'impact de la réutilisation des données publiques ouvertes.